

L'âge de la déconsolidation ?

De nombreux experts évoquent l'hypothèse d'une « déconsolidation démocratique » qui se poursuivrait depuis une quinzaine d'années et pourrait encore être aggravée par la pandémie de covid-19.

Il y a dix ans, l'année 2011 s'ouvrait sur la fuite de Ben Ali de Tunisie, sur les images des manifestants égyptiens occupant la place Tahrir au Caire, sur l'espoir d'une révolution démocratique en Afrique et au Moyen-Orient à l'occasion des « Printemps arabes ». Une décennie plus tard, l'année 2021 a commencé, dès ses premiers jours, par une violente agression contre le Capitole américain de la part de partisans de Donald Trump déterminés à prouver que l'élection de novembre 2020 avait été faussée. Un contraste qui symbolise la décennie extrêmement délicate vécue par la démocratie au niveau mondial. Celle-ci se retrouve aujourd'hui, selon certains experts, confrontée à un phénomène dit de « déconsolidation » qui touche à la fois des États développés, comme les États-Unis et plusieurs membres de l'Union européenne, et des grands pays émergents, comme la Russie, la Turquie, le Brésil ou l'Inde.

Si les chiffres diffèrent selon les « palmarès » de la démocratie élaborés par de nombreux instituts de recherche et ONG, le constat d'une crise, ou à tout le moins

d'un malaise, s'impose un peu partout. Début 2020, le projet scandinave « Varieties of Democracy » (V-Dem) annonçait ainsi que, pour la première fois depuis 2001, les démocraties représentaient moins d'un État sur deux dans le monde. Qu'il s'agisse, en l'espèce, de démocraties seulement « électorales » (c'est-à-dire désignant leurs gouvernants par des élections concurrentielles et non faussées) ou véritablement « libérales » (qui assurent également une vraie protection des libertés civiles et politiques par des contre-pouvoirs). Un recul illustré par celui de la Hongrie, devenue la première « autocratie électorale » de l'Union européenne, c'est-à-dire un régime dont le déséquilibre des pouvoirs et libertés est tel que les élections en sont faussées : le média indépendant *Válasz Online* y estimait par exemple, en janvier, que la moitié de la centaine des médias les plus influents du pays était aux mains de proches du Premier ministre Viktor Orbán.

Selon l'*Economist Intelligence Unit* (EIU), émanation du célèbre hebdomadaire britannique, environ 8 % de la population mondiale vit dans une démocratie dite « complète » et le « score » mondial de démocratie a atteint en 2020 son plus bas niveau depuis 2006. Une année 2006 qui a aussi marqué, d'après l'ONG américaine Freedom House, le début d'un

déclin démocratique : depuis, chaque année, le nombre de pays dont la note démocratique progresse est systématiquement moins élevé que celui des pays en régression. Même si, sur un temps plus long, le paysage est toujours plus plaisant à contempler : en 1989, au moment de la chute du mur de Berlin, le monde comptait selon l'organisation un peu plus de 36 % de pays considérés « libres » et 37 % « non libres », contre 43 % et 25 % aujourd'hui.

Un ralentissement de la démocratisation

Dans ce marasme apparent, d'autres organismes de notation se distinguent très légèrement, préférant voir un peu plus le verre à moitié plein. Selon les derniers chiffres publiés par « Polity5 », un ambitieux projet de notation démocratique coordonné par le Center for Systemic Peace (États-Unis), la proportion de démocraties dans le monde a ainsi atteint un chiffre record de près de 60 % en 2018. Son directeur, Monty Marshall, se refuse à parler de déclin de la démocratie : « Nous ne constatons pas de preuves de retour en arrière de la démocratie à l'échelle mondiale même si on voit que beaucoup de démocraties émergentes et même quelques anciennes et prospères démocraties →

JEAN-MARIE POTTIER
Journaliste indépendant.

→ *comme les États-Unis sont en difficulté*», résume-t-il en évoquant plutôt «un ralentissement des progrès mondiaux de la démocratisation». Même ton du côté de l'Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA), qui préfère parler d'un «malaise démocratique mondial» que d'un déclin.

Ceux qui souscrivent à l'idée de ce déclin parlent, eux, d'une «troisième vague d'autoritarisme». Le défunt politiste Samuel Huntington a démontré que la démocratie avait progressé par vagues et reflux. À trois vagues de démocratisation - d'abord du milieu du 19^e siècle au début de la Première Guerre mondiale, ensuite après la Seconde Guerre mondiale, enfin à partir de la «Révolution des œillets» portugaise en 1974 - auraient succédé autant de vagues autoritaires, à partir du milieu des années 1920, dans les années 1960-1970 et aujourd'hui. Dans un récent article, Anna Luhrmann et Staffan Lindberg, deux des responsables du projet V-Dem, estiment que cette troisième vague a commencé, «sous le radar», dès le milieu des années 1990 avec le raidissement de certaines anciennes puissances soviétiques. Et qu'elle se distingue des précédentes car

elle touche essentiellement des démocraties, là où les premières affectaient aussi des régimes déjà autocratiques (1).

Les défections démocratiques

Ce phénomène de déconsolidation a d'ailleurs remis en question une thèse qui paraissait bien établie : celle de la solidité des démocraties devenues relativement prospères. Dans un article extrêmement influent publié en 1997, deux chercheurs, Adam Przeworski et Fernando Limongi, avaient calculé que depuis 1975, aucun pays qui avait déjà conduit deux élections libres et pluralistes et dont le revenu par tête était supérieur à un certain niveau (l'équivalent d'environ 15 000 dollars de 2020) n'avait vu sa démocratie chuter (p. 54) (2). La démocratie s'y «consolidait» progressivement, devenant plus robuste au fil des générations. Une «théorie de la modernisation» qui semble aujourd'hui remise en question par des pays comme la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, le Brésil de Jair Bolsonaro ou la Hongrie de V. Orbán.

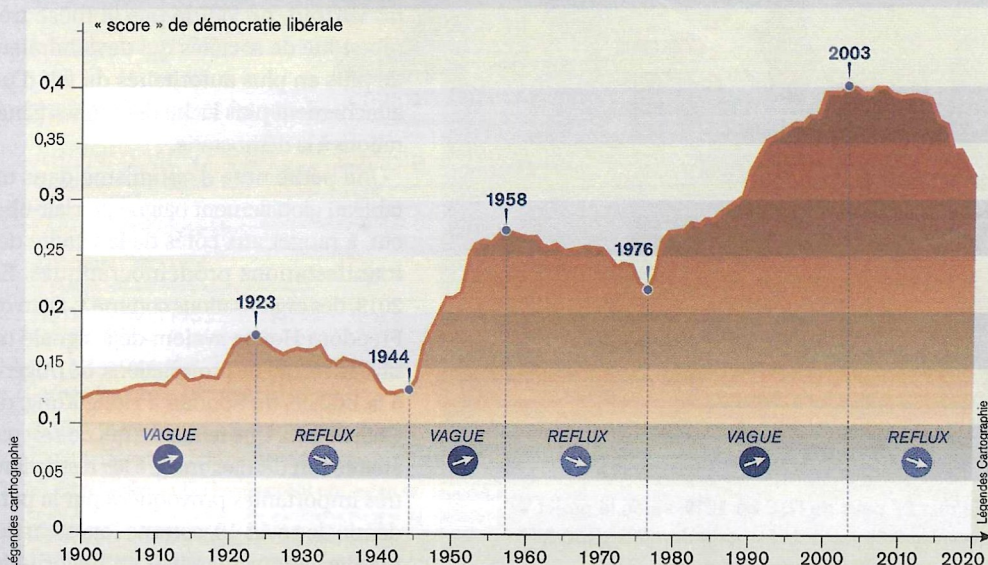
Cette «déconsolidation démocratique» s'opère, le plus souvent, de manière gra-

duelle. Des *leaders* comme R.T. Erdogan, J. Bolsonaro ou V. Orbán, ou comme Narendra Modi en Inde, sont arrivés le plus légalement du monde au pouvoir mais leurs majorités ont ensuite lentement sapé certains des fondements démocratiques de la société. Dans leur livre *How Democracies Die* (2018), les politistes américains Steven Levitsky et Daniel Ziblatt ont calculé que durant la guerre froide, les faillites démocratiques survenaient, dans trois quarts des cas, à l'occasion d'un coup d'État. Ce n'est désormais plus le cas : «Le plus souvent, les démocraties s'érodent lentement, dans des étapes à peine visibles. (...) Aujourd'hui, la déconsolidation démocratique commence devant les urnes.» Un constat confirmé, dans un récent article, par Larry Diamond, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la démocratie, selon qui les «défections» démocratiques de ces dernières années «n'ont pas été proclamées sur de la musique martiale, avec des tanks dans les rues ou des discours présidentiels suspendant la Constitution (3)».

La bonne nouvelle, selon A. Luhrmann et S. Lindberg, c'est que l'autocratisation est devenue en moyenne moins sévère; la mauvaise, c'est qu'elle est aussi deve- →

HISTOIRE

Trois vagues de démocratisation et trois reflux



Le «score» moyen de la démocratie libérale dans le monde, évalué de 0 à 1 à partir des notes du projet V-Dem et pondéré en proportion de la population de chaque pays.

Ce score, qui prend en compte la qualité des élections et la protection des droits et libertés, permet d'observer les trois vagues et reflux de la démocratie depuis 1900.

→ nue « plus obscure et donc, peut-on supposer, moins susceptible de produire un déclin et de mobiliser les forces prodémocratique ». Les chercheurs Iza Ding et Dan Slater parlent ainsi d'un « découplage » entre les deux dimensions essentielles de la démocratie : les élections libres, la plus visible des deux, et la protection des droits civils et politiques au quotidien (4). Autrefois, ces deux dimensions marchaient souvent main dans la main ; c'est moins le cas depuis le début du siècle, la « qualité » des élections allant croissant sans se combiner à une meilleure protection des droits. La plus grande démocratie électorale du monde, l'Inde, est bien notée sur la qualité de ses scrutins, la possibilité de rejoindre un parti politique ou l'opportunité pour l'opposition de gagner des élections mais de plus en plus mal notée sur la liberté de la presse, la liberté de pratiquer sa religion ou d'étudier. Un constat corroboré par V-Dem : sur la période 2009-2019, l'institut constate que les libertés électorales se sont substantiellement dégradées dans moins de dix pays quand la liberté de la presse ou la liberté d'organisation se sont, elles, forte-

ment dégradées dans plus de trente pays.

Les causes de ce phénomène mondial se révèlent évidemment multiples. De la montée des inégalités socioéconomiques à un basculement des valeurs culturelles vers une demande d'autorité et de fermeture en passant par la déstabilisation de régimes démocratiques par des autocraties comme la Russie ou la Chine, elles sont âprement débattues. On doit une de leurs plus intéressantes mises en perspective récentes au politiste allemand Johannes Gerschewski, qui emprunte une métaphore biologique pour distinguer « érosion » et « décomposition » de la démocratie (5). Pas plus qu'une falaise n'est responsable de son érosion, une démocratie n'est pas complètement responsable de la manipulation de ses élections par une puissance étrangère ou de son renversement par une invasion armée. En revanche, la décomposition constitue un processus survenant de l'intérieur, et c'est bien celui-là qui semble le plus courant : pour le politiste britannique William Galston, sa crise actuelle, la démocratie la doit avant tout aux « faiblesses structurelles » contenues dans son « code

génétique », par exemple la tension entre la délibération démocratique (lente, ouverte à de nombreux points de vue et contrôles) et l'efficacité des politiques publiques, que les citoyens souhaitent performantes rapidement (6).

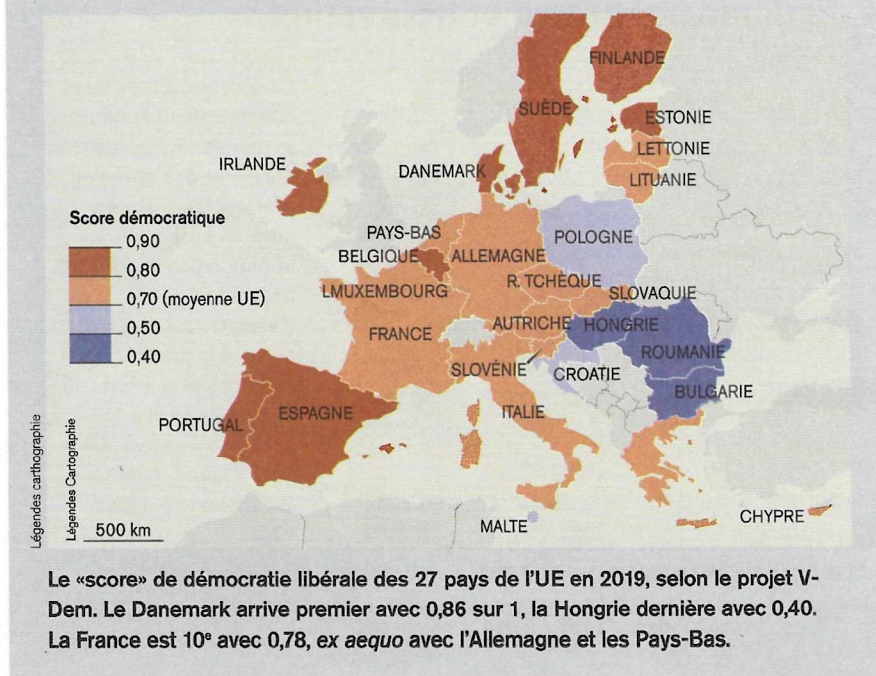
Niveau record de protestations

Ces faiblesses alimenteraient, selon certaines recherches, un déclin de l'attachement des citoyens à cette forme de gouvernement. Quatre politistes, Yun-han Chu, Kai-Ping Huang, Marta Lagos et Robert Mattes, ont récemment enquêté sur le sujet dans les démocraties en développement issues de la « troisième vague », constatant « un recul significatif dans l'appréciation et les attitudes envers la démocratie entre 2006 et 2018 », avec notamment une confiance disproportionnée accordée à un exécutif fort au détriment du pouvoir législatif (7). Trois autres chercheurs, Alexander Wuttke, Konstantin Gavras et Harald Schoen, ont mené un travail du même genre sur dix-huit démocraties européennes sur quarante ans, et livrent un verdict nuancé : « Les attitudes vis-à-vis de la démocratie restent stables à un haut niveau » et si on constate dans certains pays « une attirance croissante pour des types de régime incompatibles avec la définition établie de la démocratie libérale », ce phénomène est loin d'être généralisé (8). Et, surtout, ne valide pas la thèse très répandue de sociétés qui deviendraient de plus en plus autoritaires du fait d'un attachement plus lâche des jeunes générations à la démocratie.

Une petite note d'optimisme dans un tableau globalement baigné de clair-obscur, à ranger aux côtés de la vitalité des manifestations prodémocratiques. En 2019, des organisations comme V-Dem ou Freedom House avaient déjà signalé un niveau record de protestations, de l'Algérie à la Bolivie, du Soudan à Hong Kong, du Chili à l'Iran. Une tendance qui ne s'est pas éteinte l'an dernier, malgré les restrictions très importantes provoquées par la pandémie de covid-19, comme l'attestent des manifestations massives en Biélorussie, au Kirghizistan ou en Thaïlande. Au point

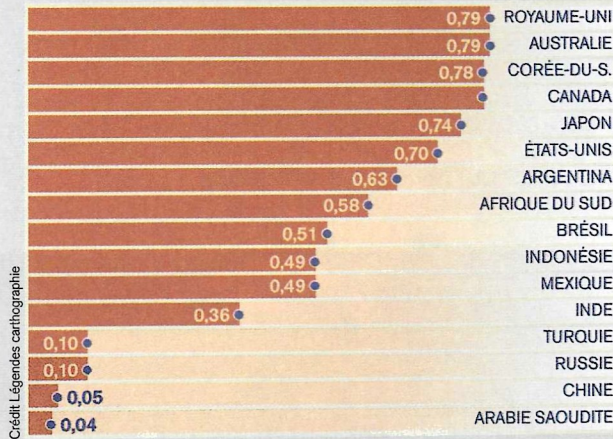
UNION EUROPÉENNE

Un niveau de démocratie très inégal



G20

Le palmarès des grandes puissances



Le «score» de démocratie libérale des 16 pays du G20 hors UE, évalué en 2019 par le projet V-Dem. Les sept pays qui obtiennent une note inférieure à 0,5 sur 1 représentent à eux seuls 45 % de la population mondiale.

que, selon le Carnegie Endowment for National Peace, le nombre de manifestations antigouvernementales d'ampleur a dépassé en 2020 le total de 2019: même

dans les sociétés sur lesquelles des pouvoirs autoritaires ont placé un couvercle supplémentaire, beaucoup tentent encore de le soulever. ●

(1) Anna Lührmann et Staffan Lindberg, «A third wave of autocratization is here: what is new about it?», *Democratization*, vol. XXVI, n° 7, mars 2019.

(2) Adam Przeworski et Fernando Limongi, «Modernization. Theories and facts», *World Politics*, vol. XLIX, n° 2, janvier 1997.

(3) Larry Diamond, «Breaking out of the democratic slump», *Journal of Democracy*, vol. XXXI, n° 1, janvier 2020.

(4) Iza Ding et Dan Slater, «Democratic decoupling», *Democratization*, vol. XXVIII, n° 1, 2021.

(5) Johannes Gerschewski, «Erosion or decay? Conceptualizing causes and mechanisms of democratic regression», *Democratization*, vol. XXVIII, n° 1, 2021.

(6) William Galston, «The enduring vulnerability of liberal democracy», *Journal of Democracy*, vol. XXXI, n° 3, janvier 2020.

(7) Yun-han Chu, Kai-Ping Huang, Marta Lagos et Robert Mattes, «A lost decade for third-wave democracies?», *Journal of Democracy*, vol. XXXI, n° 2, janvier 2020.

(8) Alexander Wuttke, Konstantin Gavras et Harald Schoen, «Have Europeans grown tired of democracy? New evidence from eighteen consolidated democracies, 1981-2018», *British Journal of Political Science*, 2020.